

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIQUETERIES DU NORD SA.

BRIQUETERIE DU NORD SA.

RUE GAUTHIER

59242 Templeuve-en-Pévèle

Références : V3/2023/194

Code AIOT : 0007000100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2023 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à la réception d'une plainte d'un riverain (formulaire reçu le 05/07/2023) de cet établissement. Cette plainte concerne des nuisances sonores et de la poussière qui aurait pour origine, selon le plaignant, le fonctionnement d'une plateforme de déchets inertes du Batiment et Travaux Public (BTP) présent sur le site et en fonctionnement depuis février 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle
- Code AIOT : 0007000100

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques principales de la carrière "Briqueterie du Nord" de Templeuve sont les suivantes :

- surface d'autorisation de 43,5 ha,
- profondeur maximale à la cote +20 m NGF,
- capacité de 187 000 t/an,
- nombre d'employés : 4,
- urbanisation : première habitation à quelques mètres de l'entrée de la carrière.

L'exploitation est autorisée au titre des rubriques 2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des ICPE par l'arrêté du 07/09/2009. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 2019 encadre la poursuite d'exploitation et le remblaiement de la carrière d'argile et de sable.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruit
- Poussières
- Risque accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Capacités de traitement	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 25.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 1.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emission de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 16.1	/	Sans objet
3	AM 22/09/1994 - Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une précédente visite d'inspection sur la même thématique avait conduit l'inspection des installations classées à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure. Compte-tenu des constats réalisés lors de la présente visite, il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de modifier comme suit le projet de mise en demeure annexé au rapport de visite du 27/06/2022 :

- maintenir l'article 1 demandant à l'exploitant de respecter l'article 1.4 de l'arrêté du 7/09/2009 en installant la plateforme de transformation de matériaux et les dépôts de matériaux associés en fond de carrière sur les parcelles 1649 ou 2608 dans un délai de 1 mois,
- Supprimer l'article 2, suite à la transmission par l'exploitant à l'inspection du rapport de l'Apave de mesure du bruit le 01/09/2022,
- Mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites de niveaux sonores émis par son exploitation et prévues à l'article 25.4 dans un délai d'un mois,
- Mettre en demeure l'exploitant de respecter les hauteurs des fronts de taille, leur pendage et la largeur des banquettes prescrites à l'article 1.8 dans un délai de 15 jours.

Les constats de la visite sont présentés dans les fiches d'inspection du présent rapport de visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 1.4
Thème(s) : Autre, Recyclage des matériaux du BTP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les capacités maximales de traitement des installations de concassage et criblage de matériaux inertes du BTP sont de 600 t/j et 150 000 t/an. [...] La plate-forme de transformation de matériaux et les dépôts de matériaux bruts et criblés se trouveront en fond de carrière sur les parcelles 1649 et 2608, conformément au plan de l'annexe 4. [...]

Constats :

Le jour de la visite, le contrôle de l'inspection porte sur la plateforme de recyclage de matériaux du BTP objet de la plainte.

Cette inspection fait suite à l'inspection du 4/05/2022 liée également à une plainte de riverain pour le fonctionnement de la même plateforme de recyclage de matériaux du BTP.

La visite du 13/07/2023 a lieu à partir de 14h.

L'inspection constate que la plateforme de recyclage est à l'arrêt. Toutefois l'exploitant confirme son fonctionnement dans la matinée, ainsi que les journées précédentes.

L'inspection constate que la plateforme de recyclage n'est pas installée sur les parcelles identifiées à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 7/09/2009.

Pour rappel, dans son rapport du 27/06/2022, l'inspection relatait les éléments suivants : Suite à l'enquête publique, le rapport à la CNDPS indique :

" Les inquiétudes des riverains concernent les nouvelles activités, en l'occurrence le recyclage de matériaux inertes du BTP et le négoce de matériaux (sable), et les nuisances qu'elles engendrent : Augmentation du trafic routier, du bruit, des émissions de poussières. Les riverains s'interrogent sur la nécessité de ces nouvelles activités et les mesures compensatrices prévues"

Le pétitionnaire avait alors avancé dans son mémoire en réponse :

" L'installation de recyclage de matériaux inertes permet de valoriser immédiatement une partie des matériaux qui arrivent sur la carrière. Pour cela, l'utilisation du concasseur se répartira par campagnes d'une dizaine de jours. Son emplacement sera choisi en partie basse, derrière des merlons hauts pour limiter les nuisances. Toutefois, l'exploitant précise qu'il ne peut pas la recouvrir "

De ces éléments, il apparaît que, bien que l'activité de recyclage de matériaux de BTP soit autorisée par arrêté préfectoral du 7 septembre 2009, elle n'est pas aujourd'hui réalisée selon les prescriptions de l'article 1.4 de cet arrêté, et ne suit pas les engagements pris par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. En effet, l'activité n'est pas réalisée dans les parcelles 1649 ou 2608.

De plus, plusieurs plaintes (du 21 février, du 5 mars 2022 et du 5 juillet 2023) associées aux nouvelles nuisances (bruit, poussière) provoquées par cette nouvelle installation ont été adressées à Monsieur le Préfet.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de maintenir le projet de mise en demeure annexé au rapport de visite du 27/06/2022 demandant de respecter l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2009 en installant la plateforme de transformation de matériaux et les dépôts de matériaux associés en fond de carrière sur les parcelles 1649 ou 2608.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Emission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier et en tant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">• les installations sont capotées et munies de dispositif d'abattage des poussières,• les matériaux sont arrosés,• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), convenablement nettoyées et arrosées,• la vitesse des camions à l'intérieur du site est limitée par une signalisation,• les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,• des écrans de végétation ou merlons doivent être prévus. <p>L'exploitant doit disposer en temps utile des matériels nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle que l'installation de recyclage de déchets et les dépôts de matériaux bruts et criblés doivent se trouver en fond de carrière sur les parcelles 1649 et 2608. Leur positionnement au sein de la carrière avait été déterminé lors de la demande d'autorisation de BDN, afin de limiter les nuisances.</p> <p>L'inspection constate Le jour de la visite que le sol de la piste conduisant à la plateforme, ainsi que celui de la plateforme est sec. Le vent et la circulation des camions qui accèdent à la plateforme sont à l'origine d'envol de poussières. Le jour de la visite le vent dirige les poussières vers les riverains.</p> <p>Observation : Il est rappelé à l'exploitant l'importance de procéder à l'arrosage régulier des pistes de la carrière afin d'éviter les envols de poussière par temps sec.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.6 - Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>19.7 - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>

Constats :

L'exploitant transmet à la demande de l'inspection le 3 août 2023 par courriel :

- le bilan des 3 dernières campagnes de poussières entre septembre 2022 et février 2023 rédigé par BDN,
- Les 3 rapports de campagnes de poussières de l'APAVE associés au bilan datés des 06/05/2023; 05/01/2023; et du 14/11/2022,
- Un contrat d'intervention de l'APAVE pour le suivi des poussières par campagnes trimestrielles signé par BDN en date du 20/07/2023

Observation : L'inspection indique à l'exploitant qu'il est nécessaire de compléter le bilan de la campagne campagne de mesure des poussières avec la quatrième mesure trimestrielle.

Pour les données de la campagne 2022-2023 disponibles, la première campagne qui s'est déroulée du 06/09/2022 au 07/10/2022 montre les niveaux d'empoussièrement les plus importants. Toutefois les mesures ne dépassent pas la limite de 500 mg/m²/j. Le niveau d'empoussièrement est de 282,06 mg/m²/j au niveau du point 4, situé à proximité des riverains de la rue Gauthier.

Observation :

- L'inspection demande à l'exploitant de veiller à respecter la durée des campagnes de mesures qui est de 30 jours,
- L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'emplacement de la jauge 6, témoin, positionnée à proximité de la carrière d'après le plan en page 2 du bilan des 3 dernières campagnes de poussières entre septembre 2022 et février 2023,
- L'inspection demande à l'exploitant de préciser la nature des jauges présentées dans le plan de surveillance (a, b ou c) selon l'article 19.6 de l'arrêté ministériel. Le plan de surveillance mis à jour devra faire l'objet d'une transmission à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 25.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

25.4. - Niveaux sonores

§ 1 - Le contrôle des niveaux sonores dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après et au plan en annexe 4, qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de Mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
G1	58,6	Exploitation non autorisée
G3	59,1	
G4	61	
G5	63,6	

Pour les autres points de mesure sur le périmètre d'autorisation, le niveau limite de bruit est de 70 dB(A) sous réserve du respect de la valeur limite d'émergence définie ci-après.

§ 2 - Les émissions sonores de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Exploitation non autorisée
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	Exploitation non autorisée

§ 3 – Les différentes activités du site (carrière + criblage des matériaux extérieurs) sont autorisées à fonctionner du lundi au vendredi de 7 h00 à 17h hors jours fériés.

Concernant l'unité de recyclage de matériaux inertes du BTP, ces horaires s'appliquent uniquement lors des campagnes de recyclages comme définies à l'article 1.4 du présent arrêté.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel du 02/09/2022 le rapport de mesure du bruit daté du 1/09/2022, réalisé par l'APAVE.

Le rapport présente l'ajout d'une zone à émergence réglementée (appelée G6) dans le suivi de l'exploitation au niveau des riverains de la rue Gauthier.

L'inspection remarque que les mesures présentées en annexe 2 du rapport de l'APAVE se sont déroulées entre 9h et 14 h et non pas de 7h à 22h comme indiqué dans la procédure de mesurage en page 7 de ce rapport.

Le rapport conclut à la non-conformité de l'exploitation dans ses émissions de bruit au point G1 (émergence de 10 dB(A) pour une limite à 5).

A noter que le point de mesure G6, proche des riverains de la rue Gauthier, présente une émergence à 5 dB(A), équivalente donc à la limite de bruit autorisée, mesurée dans des conditions qualifiées de défavorables pour la propagation sonore dans le rapport de mesure.

L'exploitant transmet par courriel du 4/08/2023 un contrat de prestation de l'APAVE pour une campagne de mesure du bruit signée du 04/08/2023 par BDN. BDN indique dans son courriel que la date de contrôle est prévue à la fin du mois de septembre 2023.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 25.4 de l'arrêté préfectoral du 07/09/2009 dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts de taille
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction des substances autorisées, argiles et sable, est réalisée à sec par engins mécaniques jusqu'à la côte minimale d'extraction de + 20 m NGF. L'exploitation est conduite selon un minimum de 3 à 4 gradins successifs de 5 m de hauteur maximale, séparés par une banquette d'une largeur libre minimale de 10 m permettant l'évolution des engins et véhicules. En dehors de la zone d'exploitation ces gradins sont talutés selon un angle inférieur à 45°. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate au niveau de la fosse d'extraction sud que les fronts de taille ne respectent pas les prescriptions de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 7/09/2009. En effet : <ul style="list-style-type: none">- la hauteur des fronts est nettement supérieure à 5 m par endroit,- la largeur des banquettes séparant les fronts est inférieure à 10 m par endroits,- le pendage des fronts est par endroit très supérieur à 45°. Le jour de la visite, l'inspection alerte l'exploitant sur les risques encourus de glissement ou d'effondrement des fronts de taille exploités dans de telles conditions et demande à l'exploitant de reprendre dans les plus brefs délais ces fronts en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires. L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 07/09/2009 dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours